



Retraites : nous n'avons pas perdu la guerre.
Nous n'avons même pas encore perdu la bataille !

29 200 habitants du département, des salariés pour la plupart, ont participé aux manifestations du 24 juin. Beaucoup plus que lors de la précédente journée de grève et de manifestation.

Dans le privé, un nombre très important de salariés d'entreprises, même petites, beaucoup plus que d'habitude, ont participé à cette journée de grève pour venir manifester à Pau ou à Bayonne, pour montrer leur refus d'une réforme des retraites qui les conduirait, soit au délabrement physique ou psychique, soit à partir avec une retraite très petite. Soit à mourir avant d'atteindre l'âge de la retraite.

Dans le public, les territoriaux de Pau et agglomération de FO ont participé à la grève et à la manifestation, avec certains de leurs camarades du conseil général et d'autres communes. C'est un signe encourageant pour la croissance du front syndical commun qui parviendra à repousser cette réforme mortifère.

Près de la moitié des enseignants du premier degré étaient en grève. Des cortèges importants de personnels de la Santé ont grossi les manifestations de Pau et de Bayonne.

Les parents d'élèves de la FCPE avaient tenu à participer à ces manifestations où une banderole Education exprimait le refus commun de la casse du service public d'éducation.

Une vraie colère, une vraie détermination à ne pas accepter les bobards qui tentent de justifier ce nouveau coup porté à un droit social fondamental : les salariés qui ont manifesté ont montré une réelle confiance dans leurs organisations syndicales qui ont acquis là une responsabilité que nous devons utiliser comme un tremplin pour monter le niveau des luttes.

Pas d'argent ?

Les revenus financiers des banques et des entreprises ont progressé de 143 % entre 1993 et 2009. Dans le même temps, de 1983 à 2006, la part des salaires dans la valeur ajoutée a chuté de 9,3 %, et la part des dividendes versés aux actionnaires passait de 3,2 % du produit intérieur brut à 8,5 %. La part de la valeur ajoutée volée par les mêmes, part de la richesse produite par le travail humain, est passée de 5 % à 25 %.

La part des produits financiers dans la valeur ajoutée des entreprises (29 %) est près de deux fois supérieure à la part des cotisations sociales (15 %).

Comme si cela ne suffisait pas, Claude Guéant a annoncé au Financial Times que « nous devons faire plus, beaucoup plus ». Il a annoncé pour le 6 juillet un nouveau programme triennal de suppressions d'emplois publics, 35 000 par an, le gel des salaires des fonctionnaires, la hausse des cotisations salariales des fonctionnaires pour la retraite.

On ne traîne pas : les mères de trois enfants qui espèrent bénéficier de la possibilité de partir en retraite sans décote après 15 ans de service doivent se décider avant le 12 juillet 2010.

Deux autres dispositions sont elles aussi très scandaleuses :

Les fonctionnaires, souvent de catégorie C, souvent poly-pensionnés, souvent des femmes, dont la pension serait trop faible bénéficiaient du minimum garanti à 1067 euros, dès qu'ils avaient atteint l'âge légal, 55 ou 60 ans, même s'ils n'avaient pas tous leurs trimestres. Ils devront attendre maintenant d'avoir 65 ans, et bientôt 67 ans ! En moyenne, chaque année, près de la moitié des territoriaux partant à la retraite, 25 % des hospitaliers et 10 % des agents de la Fonction Publique d'Etat, soit 28 000 personnes, tirent avantage de cette disposition qui leur permet de ne pas mourir de faim à la retraite, tant leurs salaires sont bas.

Certains se gavent. Le président de la République lui-même avait augmenté son salaire de 140 %.

Ceux-là percevront dorénavant une pension de 864 euros au lieu de 1067.

C'est typiquement une mesure de classe qui assomme les plus pauvres et permet aux riches de continuer à s'empiffrer, au détriment de l'équilibre social, de la santé et de la vie de milliers des salariés dont le travail leur permet de produire ces richesses qu'ils leur volent.

Il est possible de faire autrement, c'est ce que proposent et disent bien fort les organisations syndicales !

Possible et indispensable. Il faut cesser de laisser croire qu'on ne peut pas faire autrement que ce qui est présenté comme une fatalité européenne, voire mondiale. Il ne faut pas marcher dans le jeu sinistre qui consiste à jouer les décisions patronales prises dans un pays pour les présenter comme une preuve, dans un autre, qu'il y a là une fatalité incontournable.

La seule fatalité qu'il faut vaincre, c'est celle de la division, celle du découragement et de l'acceptation.

Une journée de lutte comme celle du 24 juin est le prélude à l'élargissement des luttes pour imposer de

- réorienter les bénéfices vers l'emploi et les investissements
- mettre fin aux exonérations de cotisations
- taxer vraiment les hauts revenus et ceux du Capital
- investir dans les services publics et particulièrement, comme aux Etats-Unis qui ne sont pourtant pas un exemple de subversion anti-capitaliste, vers l'Education et la Santé.

Ces choix politiques, qui ne sont pas du ressort direct des organisations syndicales, doivent être exigés par elles auprès des organisations politiques qui ont en charge la gestion de la vie de la Cité.

Seule un élargissement sensible et fort des nos revendications, l'expression de notre refus de la casse de la retraite et notre exigence d'une autre répartition des richesses que seuls les travailleurs produisent, permettront de gagner.

Des réunions intersyndicales sont annoncées. Des soirées d'explications sont organisées partout. Participez, dites ce que vous avez à dire, exprimez vos exigences dans votre organisations syndicale.

Ensemble, nous allons gagner cette bataille !

Pour être sûrs de la gagner, il faut l'engager à fond !

U&A FSU 64, le 27 juin 2010

**LUNDI 28 juin à 20 heures 30 à la Foire Expo. de Pau,
soirée d'explication et de défense des retraites
avec Elisabeth LABAYE, du bureau national de la FSU,
dans le cadre du collectif départemental
EXIGENCES CITOYENNES pour la RETRAITE**